

Villanueva Etcheverria Ramón,
La primera embajada del profesor García Gómez (Selección de sus Despachos y Cartas al Ministro Castiella de 1958 à 1960).

Ediciones Mundo Árabe e Islam – Agencia Española de Cooperación Internacional, Madrid, 1997, 24 x 17 cm, vol. 1, 287 p.

Le professeur Emilio García Gómez (1905-1995) a été, sans conteste, un des meilleurs arabisants des universités espagnoles au XX^e siècle, avec une œuvre importante comme professeur, chercheur et écrivain. Fondateur de l’Instituto Hispano Árabe de Cultura, dépendant du ministère espagnol des Affaires étrangères, dont l’excellente bibliothèque est très utilisée par les chercheurs espagnols et étrangers, il en fut le premier Directeur (1954-1958), sans abandonner pour autant sa chaire à l’Université de Madrid. Il fut également amené à collaborer plus directement encore avec ce ministère, comme Ambassadeur d’Espagne au Moyen Orient : Irak (1958-1960), Liban (1960-1962) et Turquie (1962-1969). En fait, le Pr. García Gómez était un élément important dans la politique du ministre José María Castiella pour approfondir l’appui international à l’Espagne gouvernée par Franco, dans le monde arabe et plus généralement le Tiers-monde : intellectuel et éminent spécialiste de l’histoire et de la littérature d’Al-Andalus, ce monarchiste « libéral », du groupe intellectuel du philosophe Ortega y Gasset se montrait particulièrement critique du régime franquiste. Le ministre Castiella faisait partie des démocrates-chrétiens qui contribuèrent à rompre l’isolement de Franco et de son régime, après la chute de l’Allemagne nazie et de l’Italie fasciste, et voulait faire de Garcíá Gómez un « super-ambassadeur de la culture », en poste en même temps en Iraq, en Jordanie (ces deux royaumes hachémites s’étaient récemment unis en une Union Arabe passablement anti-nassériste) et en Afghanistan. Garcíá Gómez arriva à Bagdad le 13 juillet 1958. Le 14, un coup d’état militaire renversait la dynastie arabe issue de la première guerre mondiale et réduisait les projets du professeur au rôle plus politique de diplomate et de témoin privilégié des évolutions du Proche-Orient, dont il informait très longuement son ministre, dans des rapports conservés au Ministère des affaires étrangères de Madrid. En 1969, le ministre Castiella fut remplacé. Garcia Gómez présenta immédiatement sa démission et réintégra la vie universitaire et culturelle de Madrid.

Le correspondant du journal *Le Monde* à Bagdad avait fort bien vu le sens de la nomination de Garcíá Gómez (10 juin 1958) :

« *M. Garcia Gómez est un éminent orientaliste dont les travaux font honneur à la science espagnole. Rien ne le destinait à priori à devenir ambassadeur, si ce n'est peut-être*

un grain d’ambition personnelle assez curieuse chez un homme dont le nom pourtant n’a point besoin d’une auréole diplomatique pour être connu et apprécié dans le monde arabe.

On estime donc généralement à Bagdad que le geste du gouvernement espagnol est essentiellement politique. Les intérêts matériels et moraux espagnols dans l’Union Arabe sont fort minces. Un ambassadeur les décrivait avec humour : « Quelques danseuses de cabaret à Bagdad, quelques moines et religieuses à Jérusalem, un centre culturel fantomatique à Amman, un accord irako-espagnol demeuré sans application pratique ». Ce ne sont donc pas ces intérêts que Garcíá Gómez aura à défendre. Mais on espère sans doute à Madrid que le prestige de son nom d’arabisant versera un peu de baume au cœur des gouvernements iraquiens et jordanien, inquiets de voir le président Nasser invité officiellement par le général Franco à séjourner en Espagne » (p. 21 de l’introduction de R. Villanueva, qui avait sûrement informé le journaliste sur certains de ces détails).

Cet aspect de la carrière de l’illustre arabisant espagnol, qui l’occupa pendant 11 années de sa vie n’avait pas encore fait l’objet d’une étude sérieuse. Cette lacune est comblée grâce au travail de R. Echeverría, lui-même diplomate de carrière, bon connaisseur du monde arabe et du Moyen-Orient, et dont la carrière croisa celle de Garcíá Gómez.

Évidemment, le principal centre d’intérêt de ce premier volume est la révolution irakienne de 1958. Garcíá Gómez donne un témoignage très direct des événements (on pourra le comparer à celui de l’ambassadeur de Belgique à Bagdad, Fregegand Cogels, *Souvenirs d’un Diplomate*, Bruxelles, 1983), auquel s’ajoute celui de Villanueva, dans les notes. Ses analyses des premiers mois du régime de Qassem et Aref représentent un point de vue important et assez large sur les évolutions locales et du Proche-Orient. Ses comptes rendus sur les activités de certains personnages politiques, comme le ministre Ibrahim Kubba, ou le procès de personnages de l’ancien régime, comme l’ex-ministre Fadhel Jamali, sont particulièrement intéressants. On peut aussi relever de curieuses analyses de la politique du nouveau régime envers les Kurdes, les Turcomans et les chrétiens (beaucoup moins sur les chiites), bien que Garcíá Gómez ne semble pas accorder une grande importance aux revendications politiques de ces « minorités ». La révolte de Mossoul est, quant à elle, suivie de façon très détaillée.

Tout à sa nouvelle activité politique, Emilio Garcíá Gómez n’a pas beaucoup d’occasions de développer ses compétences dans la culture arabe (il présentera tout de même ses lettres de créance en arabe), comme il le fera à son poste à Beyrouth, où il aura même une de ses rares interventions dans une question relative aux sciences religieuses (voir mon étude de son texte, dans « Sobre Garcíá Gómez como conferenciante y periodista : la autoría des

Evangelio de San Bernabé », *Awràq*, XVII, 1996, 121-133). Ramon Villanueva a également rapporté sa conversation, en français, avec le Roi d'Afghanistan, sur les merveilles de la civilisation d'Al-Andalus (« Perfil y andanzas diplomáticas del embajador Don Emilio Garcíá Gómez », *ibid.*, 135-158).

On pourrait ajouter à cette riche présentation de la correspondance diplomatique entre Garcíá Gómez et le ministre Castilla deux observations, sans lesquelles certains aspects de l'activité politique de l'arabisant espagnol ne seraient pas justifiés. La première concerne l'attitude politique d'Emilio Garcíá Gómez, monarchiste convaincu, ce qui le rend parfois favorable aux monarchies orientales (Irak, Jordanie, Égypte...) et peu ami des régimes militaires qui les ont remplacées. Devenu par la suite conseiller du roi Juan Carlos I, cet intellectuel aux humbles origines sociales madrilènes (il était fils de concierges) sera anobli sous le titre de Conde de los Alixares, du nom d'un palais arabe de Grenade, qu'il avait étudié.

La deuxième observation concerne son activité diplomatique, qui ne commence pas de zéro en 1958, avec son ambassade en Irak, mais bien avant, à Madrid, avec ses collaborations culturelles et administratives avec le ministère des Affaires étrangères, lors de la fondation de l'*Instituto Egipcio* – avec le ministre égyptien Taha Hussein – et de l'*Instituto Hispano-Arabe de Cultura*. Sur ce point, on pourra se reporter à l'étude de Fernando de Agreda, « Don Emilio Garcíá Gómez, Director del Instituto Hispano-Arabe de Cultura (1954-1958) », (*ibid.*, 99-116).

Mikel de Epalza
Université d'Alicante